Propos à bâtons rompus

La note parue dans le numéro de mars sous le titre *Militaires et Gouvernants* fut écrite avant qu'on connût ici l'opinion de M. Wilson sur le triomphe du militarisme en France et avant le coup d'État des militaires en Allemagne.

Ce coup d'État a été utile. La révolution officielle allemande fut une simple révolution de façade. Les cadres administratifs n'ont pas été changés, la mentalité des fonctionnaires n'a pas été modifiée. La masse populaire n'a pas encore acquis le sentiment de la liberté.

Or, la liberté, reçue comme un présent ou une aumône, n'a aucune réalité. Il faut en sentir le besoin. Elle ne se donne pas, il faut la conquérir. Si, en Russie, le gouvernement de Kerensky avait vécu, s'il avait réalisé son programme, s'il avait donné au peuple, suivant une sage légalité, des « libertés » démocratiques, des réformes économiques, une organisation agraire, etc., j'imagine que les moujiks fussent restés respectueux des autorités administratives et eussent continué à considérer tout gouvernement comme une sorte de Providence, favorable ou néfaste, mais beaucoup trop au-dessus d'eux-mêmes pour oser lui demander des comptes.

Le régime bolcheviste, en secouant le peuple russe de sa torpeur, a bouleversé sa mentalité. C'est le seul résultat du régime ; car, au fond, il aboutit à imposer l'égalité par en bas, une égalité dans la misère, au lieu que notre idéal est en sens inverse ; mais le résultat n'en est pas moins que jamais les paysans russes n'accepteront une réaction.

En Allemagne, le coup d'État de Kapp et consorts a provoqué l'indignation et la résistance des éléments démocratiques du pays bourgeois libéraux, socialistes majoritaires, indépendants et communistes. Il est possible même que la cause principale de l'échec du coup d'État fut le manque d'argent.

Les grands banquiers devaient être hostiles à une telle aventure. Et si les généraux peuvent s'amuser à permettre le pillage de quelques boutiques juives par leurs soldats, ils n'osent pas s'attaquer aux banques. Ce serait d'ailleurs contraire à tous leurs principes et un véritable suicide.

Qu'adviendra-t-il dans l'avenir ? Le gouvernement allemand, imbu, comme tout gouvernement qui se respecte, du principe d'autorité, s'appuie de nouveau sur le parti militaire pour mater des aspirations libertaires qui lui portent ombrage. Nous faisons des vœux pour que le peuple allemand ne retombe pas dans sa torpeur.

La souffrance seule, la souffrance qui a déjà provoqué un premier accès de défense démocratique, pourra secouer le peuple et lui faire comprendre le sens de la liberté. Si les Français sont restés sensibles au mot lui-même, c'est qu'ils ont fait et souffert plusieurs révolutions.

Faut-il faire ici l'éloge de la souffrance, ou du moins en montrer l'utilité ? Les écrivains réactionnaires nous ont souvent agacés en nous vantant la bonne souffrance, mère de l'humilité et de la résignation. Mais n'y a-t-il pas une souffrance qui force les hommes à réfléchir et les incite à la révolte ?

Déjà la souffrance rapproche les hommes, et les unit dans le malheur commun. La banalité du bien-être fait glisser les individus à l'égoïsme et à l'indifférence. Les persécutions éveillent le besoin de liberté. En Serbie, par exemple, les paysans, depuis longtemps libérés du joug turc, étaient parfaitement insouciants de l'ambition germano-autrichienne. Et je n'ai guère vu de patriotes, en dehors des intellectuels, que parmi les réfugiés bosniaques qui avaient souffert chez eux de la brutale tyrannie hongroise.

L'effort, l'effort douloureux et pénible, donne de la valeur aux choses ; et un morceau de pain a plus de prix que l'air

pur et vivifiant. Un problème résolu sans effort ne laisse pas de traces dans l'esprit de l'enfant, tandis qu'une erreur expliquée lui est plus profitable. Un raisonnement facilement accepté ne change pas la mentalité d'un adulte ; un paradoxe choquant force son attention comme un coup en plein visage, et peut devenir le point de départ d'objections et de réflexions.

Le coup d'État de Kapp fut un choc au visage du peuple allemand. Mais en faudra-t-il d'autres encore ?

[|* * * *|]

Il y a encore qu'incertitudes pour l'avenir. La souffrance n'est pas suffisante pour un mouvement libérateur. Le malaise économique d'après-guerre qui sévit sur toute l'Europe a suscité de nombreux mécontentements. Mais les mécontents sont souvent des égoïstes. Pour être révolutionnaire, il faut un idéalisme, c'est-à-dire avoir l'espérance et être optimiste. Sinon, on n'entreprend rien. Le révolutionnaire est un homme de bonne humeur. Le mécontent est un grincheux et un pessimiste. Le mécontent souhaite une révolution, à condition qu'elle soit faite par les autres et qu'il puisse en profiter. Une révolte de mécontents, si elle réussit, aboutit à un changement de personnel, mais pas à une transformation sociale. Une véritable révolution exige de la générosité et de l'abnégation, tandis que les mécontents craignent toujours de n'avoir pas leur compte ; trop enclins à calculer, ils ne savent pas se donner.

Le coup de main de Kapp fut entrepris par des militaristes mécontents. Un certain idéalisme de liberté parait, au contraire, avoir soulevé les populations de la Ruhr. La répression gouvernementale sera une leçon pour le peuple germanique. D'autres oscillations suivront.

Car c'est l'expérience de la vie sociale, et non les systèmes *a priori*, qui guide l'humanité entrainée en avant par ses aspirations vers le mieux-être et surtout vers la justice. Ces

aspirations morales constituent le fond de cet idéalisme qui est le vrai mobile des révolutions.

Je rappelle ici, puisque Cornélissen parlait, dans le dernier numéro, de la philosophie socialiste, plus exactement de la doctrine social-démocrate, que l'anarchie n'est que cela. Les anarchistes ont une morale et des aspirations, mais point de doctrine. Seule l'observation des faits sociaux a pour nous de la valeur.

Mais entendons-nous. Observer, c'est faire une étude critique, ce n'est pas être l'esclave du « fait », ce n'est pas considérer le fait comme une conséquence fatale, parce qu'il existe, ce n'est pas avoir la religion du succès. Nous ne pensons pas qu'il faille s'incliner devant le pouvoir d'un Napoléon ou du régime bolchevik parce qu'ils ont réussi et parce qu'ils durent ? Dans le tourbillonnement des faits sociaux, n'y a-t-il pas place pour plusieurs possibilités? Et au milieu des avatars de l'humanité faut-il se laisser détourner de l'idéal vers lequel on tend ?

Les problèmes sociaux sont complexes et offrent à l'esprit des solutions diverses. La vérité est multiple dans ses aspects. Tant pis pour les fanatiques !

[|* * * *|]

Parmi les trois décisions à prendre, M. Millerand a pris celle qui allait réveiller les passions nationalistes du peuple allemand et renforcer la clique militaire d'outre-Rhin. En somme, c'est la gaffe. Mais croire, comme le proclame la Commission administrative du Parti socialiste français, à « l'accord à peine dissimulé » entre les deux gouvernements ennemis, c'est peut-être aller un peu fort. L'esprit de parti déforme tout.

L'autre décision possible, c'était l'abstention, c'est-à-dire la politique choisie par M. Lloyd George. Mais cette politique est-elle tout à fait désintéressée ? Un de nos camarades (il y

a décidément toutes les opinions parmi les anarchistes) était convaincu du désintéressement du Gouvernement anglais et de l'idéalisme de Lloyd George.

Laissons de côté le désintéressement du Gouvernement anglais et sa politique coloniale. Mais M. Lloyd George, il y a quelques semaines, dans une réunion organisée pour la fondation d'un nouveau parti, conviait les libéraux à s'unir à lui pour combattre le socialisme, le véritable ennemi social.

Cette déclaration du premier Ministre anglais éclaire son attitude actuelle. Or, nous apprenons que les capitalistes anglais ont de très forts intérêts dans le bassin de la Ruhr ils désiraient naturellement que le mouvement ouvrier fût écrasé.

Reste la troisième décision possible, qui était de prendre résolument la défense du mouvement ouvrier et démocratique dans la Ruhr. Mais le gouvernement réactionnaire de M. Millerand pouvait-il agir ainsi ? Et un gouvernement, quel qu'il soit, peut-il prendre parti contre le principe d'autorité ?

[/M. Pierrot./]